

# La Banque centrale sauve les meubles

Plus de change au noir depuis début juin. Les autorités monétaires du pays (ministère des Finances et Banque centrale de Mauritanie) en ont décidé ainsi pour mettre fin à une dérive économique dont les principaux symptômes ont été une dépréciation sans précédent de la monnaie nationale, l'ouguiya, et une montée vertigineuse des prix.

L'opération à laquelle ont pris part des éléments de la police, de la douane et même de la gendarmerie a visé ces fameux échangeurs que tout passant voit aux bords du Grand marché de la Capitale, s'il ne subit pas leurs harcèlements pour un éventuel " tebdil " (change) devenu une activité des plus lucratives à Nouakchott, occupant des dizaines de jeunes et de moins jeunes, travaillant souvent, comme rabatteurs, aux nombreux bureaux de change disséminés dans le marché.

A plus de 412 ouguiyas l'euro, la situation a commencé à attirer l'attention des Mauritaniens les moins concernés par les questions économiques et financières. Les plus avertis sentaient que hausse des prix et dépréciation de l'ouguiya étaient indissociables, même si le lien n'était pas évident pour eux. Ils l'ont compris d'autant plus que, quelques jours après la prise de décision des autorités monétaires de limiter les opérations de change aux banques primaires et aux bureaux de change agréés, l'Ouguiya a commencé à reprendre des

couleurs et récupérer des points par rapport à l'euro, descendu bien en dessous de la barre des quatre cents ouguiya et du franc CFA qui a failli en arriver à une parité avec l'UM alors qu'il s'échangeait, il n'y a pas longtemps, à trois contre un.

En réagissant de la sorte, les autorités monétaires ont rétabli la BCM et les autres intervenants dans le secteur du marché de change dans leurs droits garantis par une réglementation libérale certes, mais non synonyme d'anarchie. Que certains importateurs pressés s'adressent au marché noir pour honorer leurs engagements, quitte à faire supporter la différence aux consommateurs, a souvent été une pratique connue de tous, tolérée par l'organe régulateur du marché de change, en l'occurrence la BCM, mais que toutes les transactions commerciales et financières suivent ce circuit est une pratique qu'aucun Etat, même des plus enclins à laisser le flux commercial suivre son cours habituel (offre et demande) ne peut accepter. Parce qu'au bout du parcours, c'est le consommateur qui payera l'ardoise, le commerçant ne faisant que répercuter les coûts sur ses clients, pensant, à juste titre qu'il n'est qu'un intermédiaire. Cette donne difficilement maîtrisable, en l'absence d'un contrôle des prix efficient et d'une conscience de l'intérêt général, a fait que le prix de certaines denrées de première nécessité ont connu une augmentation de près de 50%. Sucre, riz, blé, huile ont ainsi



atteint le seuil du tolérable à tel point que le Président de la République lui-même s'est vu obligé de sommer le gouvernement et la CNPM (confédération générale du patronat de Mauritanie) de trouver une issue à la crise. Une sommation qui a contribué à atténuer les effets de la crise mais qui ne constitue, aux yeux de beaucoup d'observateurs, qu'un remède artificiel.

Car les importateurs et opérateurs économiques pensent que si la BCM, qui est loin d'être le seul ou le premier fournisseur du marché en devises, n'arrive pas à exercer un contrôle réel et

efficient sur le marché de change et à trouver le moyen de satisfaire une demande de plus en plus importante, rien ne prouve que dans un mois ou deux, la situation de précarité actuelle ne pousse le change au noir à renaître de ses cendres. Beaucoup d'événements et de données extérieurs à la Mauritanie ont contribué à en faire, ces dernières années, une plaque tournante des échanges commerciaux en Afrique de l'ouest et même au Maghreb, si l'on considère le flux des véhicules acheminés à partir du Maroc et la contrebande de cigarettes vers l'Algérie qui peut

général, semble-t-il des bénéfices énormes (600 euro pour le carton de Malboro acheté à 90.000 UM en Mauritanie). Autres effets pervers de cette opération coup de point : les transactions commerciales de la Mauritanie auraient sensiblement baissé à cause de cette limitation de change (entrée et sortie de devises dont une bonne partie proviendrait des pays voisins). Les difficultés que connaissent les pays riverains ont permis aux opérateurs de notre pays d'étendre leurs activités à un marché potentiel de près de 80 millions. Toutes les importations à partir du port d'Abidjan vers le Mali ont fini par être détournées vers les ports de Nouakchott et de Dakar, ce qui a contribué à doubler l'activité de ces ports et à augmenter l'intensité de leur offre d'emploi (transit, main d'œuvre, taxes, etc).

Si le trafic de devises a contribué à rendre les marchés mauritaniens plus chers qu'il n'en faut, créant ainsi un risque de déflagration sociale sans précédent, une réglementation tout juste pour limiter la dépréciation de l'ouguiya, par la privation de devises et non par une régulation rationnelle des stocks qui atteindrait actuellement six mois d'importation, risque de causer un manque à gagner qui pourrait provoquer une crise avec des effets aussi dangereux que ceux observés ces derniers mois. On parle d'ores et déjà d'un ralentissement des activités des ports et des camions.

SOB